

ZAKAT PILIER D'UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU MAROC : ETAT DE L'ART

MENNANI MAHA

Doctorante - ENCG Marrakech\ MAROC

mennani.maha@gmail.com

Pr. ATTAK EI HOUSSAIN

ENCG Marrakech\ MAROC

attak.elhoussain@gmail.com

Abstract— The current pandemic, COVID-19 has accentuated the socio-economic problems in Morocco such as unemployment, poverty and social inequalities, etc. Public finances are under pressure to respond effectively to these socio-economic challenges, due to the growing budget deficit and external indebtedness. Faced to this situation, the implementation of public recovery policies becomes a necessity. From this perspective, it is necessary to search for a new public resources. By its nature, zakat constitutes a strategic resource for alleviating chronic deficits in various social programs. This role was fully assumed by zakat during the period of the Prophet (Peace and salvation be upon him), the four Caliphs and subsequently during the commandment of Omar Ibn Abdelaziz, and then regenerated nowadays by several zakat funds in Malaysia, Indonesia, Kuwait, etc.

Zakat occupies a central place in the Islamic economic system. The payment of zakat constitutes a religious obligation for every Muslim who has fulfilled the eligibility conditions decreed by Islamic law, because of its positive contribution in limiting the effects of poverty, protecting poor rights and the needy, and thus the consolidation of the bases of a balanced development on the economic and social plan. Despite, its effective potential for promoting socio-economic development, Morocco does not have an institutional framework for managing zakat.

Keywords: zakat, socio-economic development, efficiency of zakat institution, governance.

I. INTRODUCTION

La zakat occupe une place cruciale dans la société musulmane. Le paiement de la zakat constitue une obligation religieuse pour chaque musulman ayant rempli les conditions d'exigibilité édictées par la loi islamique. L'utilité de l'accomplissement de cette charité islamique remonte essentiellement à sa contribution positive dans la limitation des effets de la pauvreté, la protection de droits des pauvres et des nécessiteux, et ce dans le but de consolider les bases d'un développement équilibré sur le plan économique et social (Nadzri et al 2012, Hayeeharasah et al 2012, Zulfikar 2012, Razimi et al 2016, Ali et al 2017). Dans ce cadre d'analyse, le Coran a incité à plusieurs reprises sur l'utilité de l'alignement de la zakat au même titre que la prière afin de diminuer significativement l'écart entre les riches et les personnes démunies, et donc renforcer le comportement à caractère social au sein de la communauté musulmane. En étant le troisième pilier de l'Islam, La zakat reflète le principal outil financier du système économique islamique. Il s'agit bel et bien d'un acte d'adoration et de pitié de Dieu, une voie de solidarité et de fraternité pour établir une justice sociale entre les croyants ainsi qu'une augmentation du bien-être moral et social d'une société.

En effet, l'analyse de la conception de ce devoir religieux doit être considérée dans une dimension plus large regroupant à la fois le processus de collecte et de répartition de la zakat (Razimi et al 2016), aussi bien que sa contribution positive dans le maintien de l'ordre économique et social. La reconsidération des concepts islamiques stipule l'obtention d'avantages potentiels de la finance islamique, dont la fonction support est la zakat, afin de répondre correctement à des exigences spirituelles et religieuses en termes de la gestion des procédés de cet

acte culturel. La Malaisie, à titre d'illustration est dotée d'un cadre institutionnel et réglementaire spécialisé dans le traitement des fonds zakataires au niveau de collecte ainsi que celui d'affectation juste et efficace de la zakat (Mohd Sharil et al 2016). L'obligation de payer la zakat constitue une particularité du système économique islamique à la différence de l'impôt conventionnel : elle reflète un moyen de purification susceptible de limiter la cupidité et d'encourager la cohésion sociale.

De ce fait, la zakat est managée en tant qu'une dynamique puissante pour renforcer la justice socio-économique d'une part, et d'autre part veiller à l'efficacité de l'institution de la zakat, et ce via la proposition d'un cadre de bonne gouvernance du potentiel de la collecte et la distribution de la zakat afin d'améliorer le système opérationnel de gestion de ce vecteur financier islamique. Cette perspective vise particulièrement la consolidation à long terme des principes de durabilité, de responsabilité et de transparence (Mohd et Adnane 2011). Dans ce sens, l'analyse de cette dimension a pour but d'optimiser les objectifs institutionnels par le biais d'un processus de pratiques stratégiques visant l'instauration d'une performance équitable et efficace respectant ainsi les paradigmes d'Éthique, et ce dans le but de prétendre, au mieux, aux besoins du public.

Cependant, face à la situation sanitaire actuelle de Covid-19, des souffrances incommensurables ont déclenché une action globale de récession économique et sociale impactant négativement la durabilité à long terme de l'équilibre socio-économique. L'appel à la dynamique de solidarité s'attaque efficacement au relèvement multidimensionnel sous ses différents aspects. La finance islamique est donc jugée capable de restaurer, avec rigueur, les instruments de financement conçus pour répondre en urgence aux besoins de vulnérables au sens général. Dans cette perspective, la zakat est le reflet immédiat d'une assistance à court terme des programmes de soutien nationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, et ce dans l'intention de rétablir les principes de base d'une sécurité dans le domaine économique et social. La pratique philanthropique est donc un outil potentiel énorme pour s'aligner d'une manière efficace avec les objectifs de développement durable (ODD) au niveau national aussi bien qu'international. Ainsi, se doter d'un cadre légal de gestion de la zakat s'avère très pertinent afin de consolider la théorie par rapport à la réalité de la société.

DANS QUELLE MESURE, LA ZAKAT CONSTITUERAIT UN PILIER D'UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE AU MAROC ?

Pour répondre à cette problématique, nous allons dans une première section analyser la place de la zakat dans l'économie islamique, pour aborder en deuxième section les mécanismes de développement économique et social de la zakat afin d'analyser le rôle effectif de la zakat dans la

limitation de la pauvreté. Et partant traiter en dernier lieu un aperçu de la zakat en tant qu'un segment de la finance islamique facilitant ainsi l'atténuation des conséquences sociales de la crise Covid-19, tout en passant en revue des différents défis survenus quant au processus d'institutionnalisation de la zakat.

II. ZAKAT: FONDEMENT DE BASE DE L'ECONOMIE ISLAMIQUE

La zakat jouit une importance notable dans les règles de la charia. Il s'agit de la responsabilité de tout musulman pour obtenir une récompense dans l'au-delà, tout en renforçant les relations entre les différentes parties de la communauté et en réduisant significativement la pauvreté d'un pays donné. Dans une perception religieuse, l'explication de la zakat renvoie essentiellement à l'exécution d'un acte divin obligatoire afin d'obtenir la bénédiction d'Allah. C'est une pratique de purification de l'âme et de la richesse des attitudes négatives telles que l'égoïsme et la cupidité. Le descriptif des lois islamiques incite sur le caractère obligatoire et invariable de cet impôt religieux, en raison de la spécificité des bénéficiaires éligibles (moustahiq) et des portions à prélever dans le but de contribuer à l'amélioration de la situation économique et sociale de la communauté musulmane. De ce fait, ce devoir religieux désigne un acte de prélèvement annuel obligatoire sur toute personne musulmane ayant rempli les conditions d'exigibilité. Deux types de zakat sont à distinguer : Zakat al fitr et Zakat al mal. Chacun a ses propres exigences pour atténuer efficacement l'équilibre socio-économique d'une façon générale.

En effet, en se conformant aux perspectives de la charia, les fondements de base de l'économie islamique sont différents de ceux de l'économie conventionnelle en matière de principes, de structures d'activité et de redistribution des richesses, ce qui facilite l'induction implicite des facteurs de croissance dans un cadre purement islamique. En étant le troisième pilier de l'Islam, la zakat est donc un paradigme de base de l'économie islamique. Comme une taxe religieuse, elle permet de justifier une position unique, eu égard à ses effets significatifs sur la croissance économique aussi bien que sociale (Abdullah et Souhaib 2011, Iqbal 2015). Cette « aumône obligatoire » est le reflet d'un mécanisme efficace de redistribution équitable de la richesse, susceptible de soutenir la perception d'harmonie et de sécurité sociale, afin de limiter les écarts observables entre les nécessiteux et les personnes favorisées de la société. Dans ce sens, l'application rigoureuse de cet outil islamique incite systématiquement sur la promotion d'une croissance économique inclusive au niveau interne aussi bien qu'externe, afin d'encadrer à nouveau les bases solides d'une économie islamique sociale (Khasandy et Badrudin 2019).

Par ailleurs, l'analyse de la conception islamique s'inscrit bel et bien dans le processus de développement littéraire du domaine des sciences islamiques sociales, faisant de la zakat un levier florissant et un catalyseur puissant des dynamiques de croissance économique, affectant systématiquement les composantes économiques et sociales globales (Yussof et coll 2020). En se basant sur la perception obligatoire de la zakat, elle remplit les fonctionnalités d'un moyen efficace pour atteindre une justice socio-économique durable. En outre, le renforcement du canal des transactions zakataires est capable, au fil de l'histoire de l'Islam, de stimuler les fondements de la politique monétaire pour surmonter les contraintes de liquidité relevées dans le contexte des transitions économiques, et ce dans l'intention de parvenir à l'examen effectif des recettes et des dépenses budgétaires publiques dans une optique islamique. L'identification du cadre légal de la zakat a pour vocation de modéliser les facteurs d'ordre économique et social afin d'offrir un panel dynamique analysant la variabilité de la puissance des vecteurs de la finance islamique dans la consolidation des normes d'esprit communautaire au sein des sociétés dites musulmanes.

Dans cet état de cause, l'alignement de la zakat avec les plans gouvernementaux de développement économique et social reflète une approche structurelle de charité islamique supervisée dans le cadre d'amélioration du capital humain et social. La zakat est déclarée, à cet égard, comme un pilier essentiel pour subvenir à l'accomplissement des rituels majeurs de la religion islamique. Il s'agit d'une institution historique de protection sociale ayant pour principale ambition de parvenir à l'équilibre communautaire économique et social, et ce au moyen d'une approche intégrée des instruments de l'économie islamique sociale. Cependant, tout au long de l'histoire de l'Islam, la mise en place des programmes humanitaires d'harmonie sociale constituait une préoccupation majeure de l'état musulman permettant ainsi de reconnaître l'importance cruciale des liens sociaux dans la définition du processus idéologique de fraternité humaine, de solidarité sociale et du bien-être moral et social (Tobert 2017). A ce titre, le système islamique veille à l'encouragement de la mise en place de procédures appropriées pour assurer une redistribution plus équitable de ressources, et par conséquent limiter significativement les écarts sociaux entre les agents excédentaires (muzzaki) et les agents déficitaires (mustahiq).

D'ailleurs, la conceptualisation de la doctrine économique islamique cherche à veiller à la promotion et l'identification d'un ordre économique et social en conformité avec les concepts de la loi islamique. Cette littérature vise à rétablir les normes d'un équilibre socio-économique soutenable dérivé essentiellement du Coran et de la Sunna. La zakat, en tant qu'une base de la politique fiscale islamique, s'engage efficacement dans la simulation effective des interactions sociales harmonieuses

entre les différents segments de la communauté. Dans une optique réglementaire, la zakat est considérée le plus souvent comme un élément fondamental de la politique opérationnelle budgétaire dans le sens où sa préoccupation de base consiste à aboutir à l'équilibre de l'économie nationale, et ce grâce à une répartition équitable des ressources entre les unités excédentaires (les riches) et les unités déficitaires (les pauvres et les nécessiteux). De même, les principes de l'économie islamique sociale se fondent, en particulier, sur la sécularisation de l'économie socialiste, et ce dans le but de parvenir à un état d'équité et de justice sociale depuis l'âge d'or de l'histoire islamique.

III. ZAKAT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

La perception de l'économie islamique reflète bel et bien une force motrice des pratiques caritatives dans les pays musulmans (Opoku 2013). La zakat est de ce fait, un cadre de purification de l'âme et de la richesse au sens général. C'est une forme d'imposition religieuse susceptible d'engendrer des effets socio-économiques majeurs. En se référant à la dimension de la charia, la zakat est qualifiée comme une aumône obligatoire pour les personnes éligibles envers son paiement aux catégories des bénéficiaires, afin de bien saisir le qualificatif de performance socio-économique. Au niveau de la micro-économie, la zakat joue un rôle fondamental dans l'allocation et la distribution équitable de ressources, tandis qu'au niveau macroéconomique, l'utilité de la zakat se résume en ses effets potentiels et significatifs sur la croissance économique, la répartition de richesse, l'éradication de la pauvreté et la sécurité sociale (Haq 2013), d'une part, et d'autre part son impact observé sur les agrégats de la demande globale, notamment ceux relatifs à la consommation, l'investissement et les dépenses publiques. La concrétisation de la pratique de la zakat au sein des sociétés musulmanes a pour but de favoriser le développement économique dans des régimes dynamiques et puissants, et ce dans le but de maintenir l'équilibre de l'ordre socio-économique (Bunyamin 2019).

1. Le rôle de la zakat dans la répartition de revenus :

La zakat renvoie d'une manière systémique à un instrument fiscal à vocation religieuse visant la réalisation d'une répartition équitable de revenus, et ce au moyen d'une redistribution des richesses des unités excédentaires vers celles déficitaires afin de réduire les inégalités de revenus au sein de la communauté musulmane. De plus, l'examen de cette approche veille à combler le fossé entre les riches et les pauvres au sein de la société, et par conséquent assurer une égalité perceptible entre les différentes parties de la société dans un esprit communautaire social. L'impôt religieux servira donc à promouvoir les bases d'une croissance économique soutenable au niveau interne aussi bien qu'externe. Or,

cette perspective économique est influencée par le mode de distribution de la zakat poursuivi, matériel ou monétaire, prompt au suivi du soutien financier des pauvres et des nécessiteux, et ce dans le but de parvenir à l'accomplissement de leurs besoins de base, dans une démarche inclusive des personnes défavorisées dans le processus de production conçu sur le moyen et le long terme (Ahmed et al 2017). La conception à court terme se manifeste en un adossement annuel des besoins ; alors que l'appui long-termiste est relatif à l'exercice d'une amélioration continue du niveau de vie des personnes éligibles de la réception des fonds zakataires, et ce dans l'intention de renforcer leur autonomie financière, économique et sociale pointue sur l'encouragement des perspectives d'investissement au niveau global. De ce fait, la zakat est considérée comme un élément fondamental de l'approche économique permettant d'accumuler les avantages de la limitation des effets de la pauvreté, de l'augmentation de la productivité et de l'employabilité grâce à un environnement économique prospère.

2. Le rôle de la zakat dans l'augmentation de la demande globale :

En plus de ses potentialités effectives sur la limitation des inégalités socio-économiques, l'approche zakataire est orientée systématiquement envers le maintien de l'ordre de la demande globale en particulier, et de la croissance économique en général, tout en ayant un impact tangible sur les différentes compositions de la demande globale, à savoir la consommation, l'investissement et les dépenses publiques.

2.1. Effets sur la consommation :

La zakat engendre une réaction positive envers la demande globale dans un pays donné, en raison de sa capacité significative à stimuler l'ordre de la consommation globale. A cet effet, l'augmentation de la zakat suscite une levée puissante du pouvoir d'achat des personnes défavorisées en les aidant à satisfaire leurs besoins de base, ce qui affecte par voie de conséquence le niveau de dépenses de production et de croissance économique en général. Le modèle islamique permet, à cet égard, de mettre en évidence le principe de rationalité des agents vis-à-vis à la conduite de consommation, ce qui favorise l'essor du comportement de l'homo islamicus en tant qu'unité intégrante de la société visant à offrir un atout marginal supplémentaire dédié à examiner des approches rationnelles lors d'un processus de consommation.

2.2. Effets sur l'investissement :

En se basant sur les fondements islamiques, la zakat a pour vocation de fournir des explications incitatives de l'investissement, et ce dans le but de limiter la concentration de la richesse par une minorité de la société. Les activités d'investissement sont considérées le plus

souvent comme une mobilisation de formes participatives capables de réduire significativement les écarts observés en termes de niveau de vie et de niveau de consommation. L'approche productive de la zakat incite sur le maintien des actions économiques afin d'orienter l'assistance des personnes défavorisées vers des fins productives en matière d'autonomisation des différentes parties prenantes de la société. La zakat est donc un multiplicateur puissant d'une croissance économique productive.

2.3. Effets sur les dépenses publiques :

En tant qu'un impôt religieux, la zakat contribue efficacement au renforcement des politiques de dépenses publiques. Les fonctionnalités de cet instrument islamique et financier dépendent parfaitement de son utilité cruciale dans la participation effective à la consolidation des dépenses budgétaires pour augmenter les potentialités du soutien islamique des ressources publiques. Dans ce sens, le recours à la zakat comme complément de recettes publiques affecte positivement l'ordre de développement national. La réflexion sur le cadre budgétaire publique permet d'appréhender un constat historique analysant l'apport majeur de la zakat dans la préservation de l'efficacité des politiques conjoncturelles et structurelles. La description de cet angle économique permet de proposer un nouvel ancrage de la perspective islamique dans l'illustration des réformes publiques susceptibles d'aménager à nouveau l'équilibre économique et budgétaire de la communauté tout en misant sur le respect des prescriptions spirituelles. Il s'agit bel et bien d'un produit puissant de l'économie politique publique ayant un impact significatif sur la gestion des déséquilibres économiques, budgétaires aussi bien que sociaux.

3. La zakat et la croissance :

L'analyse du cadre relationnel entre la zakat et la croissance est tirée d'un point de vue causal, dans le sens où la linéarité de cette liaison peut être canalisée par un mouvement d'inclusion financière et sociale. Le traitement de cet axe s'inscrit bel et bien dans le développement de nouvelles solutions adéquates avec l'éthique de l'économie réelle. L'interconnexion des effets de la zakat sur la croissance économique et sociale permet de vérifier l'efficacité de la collecte et la distribution de cet impôt religieux sur la détermination objective des alternatives puissantes liées à la possibilité d'examen des preuves de corrélation entre la zakat et la croissance économique. D'ailleurs, dans l'analyse de la conception de l'économie islamique, la zakat constitue le reflet de grandes adaptations potentielles vis-à-vis à la compréhension formelle et simplifiée des aspects accélérateurs de l'investissement et par conséquent de la croissance économique, et ce dans l'intention de veiller au maintien des grands équilibres macro-économiques. La stabilité économique est donc tributaire de l'examen effectif des différentes politiques de redistribution de ressources afin

de parvenir à la réduction des inégalités sociales. A ce niveau, la zakat est conçue comme un modèle fiscal de mise en application solidaire pour l'obtention d'une décroissance optimale des problèmes économiques aussi bien que sociaux.

IV. ZAKAT ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

1. La Zakat : Outil de développement social

Il est à noter que l'approche de développement social est systématiquement liée à l'amélioration du bien-être moral et social de la communauté. En effet, le développement social renseigne sur la progression effective de la voie de l'autosuffisance et l'autonomie économique et sociale des différentes parties prenantes. Les possibilités de croissance significative sont conditionnées par une formalisation de l'esprit communautaire pour subvenir à la réussite de la démarche de prospérité socio-économique de la société dans son ensemble et vis-à-vis de l'individu en particulier. La prévention sociale et la limitation de la pauvreté sont devenues les principales préoccupations des pays afin d'exploiter, avec rigueur, le processus de mise en place de politiques correctives au niveau économique, financier et social, et de ce fait répondre aux objectifs et aux ambitions de développement soutenable sur le moyen et le long terme. Dans ce cadre d'analyse, la banque mondiale veille à la mise en application des fonctionnalités significatives capables de favoriser l'appui du développement social à l'échelle internationale.

Les synonymes de vulnérabilité, d'exclusion et d'irresponsabilité institutionnelles sont donc à battre pour réussir la transition linéaire entre la société et l'Etat dans une approche de transformation organisationnelle, et par conséquent cibler le volet d'amélioration continue de la croissance à la fois économique et sociale. En se référant aux fondements de base de l'économie islamique, la zakat représente une alternative morale, éthique, économique et sociale pour redresser à nouveau la sphère de développement économique et social des sociétés dites musulmanes. A l'heure actuelle, les abstractions de développement social sont considérées constamment comme un défi majeur pour contribuer à la mise en place d'un nouveau modèle de développement. L'orientation des aléas de l'interface reflète bel et bien un ajustement impératif aux instruments soutenant la recherche de l'équilibre social. La constitution islamique est fondée sur une vision optimale du comportement de rationalité sociale, dans la mesure où l'explication des réactions sociales est prescrite par les principes de base de la loi islamique. A cet égard, la pratique de la charité religieuse constitue un levier puissant capable d'altérer les modalités de développement économique et humain. Il s'agit d'une source islamique à caractère financier visant à combler les différences entre les différentes couches sociales, afin d'encourager l'esprit d'harmonie et de sécurité sociale.

En marge de politiques économiques et financières, la zakat occupe une place cruciale pour répondre aux objectifs de limitation de la pauvreté et du chômage au moyen d'une conduite socialement inclusive. La détermination de stratégies de gestion et d'investissement s'avère primordiale afin de valoriser les compétences effectives nécessaires pour soutenir les œuvres de charité et de bienfaisance. En outre, la zakat est aussi un instrument vital pour l'économie islamique permettant en particulier de consolider les bases de soutenabilité du bien-être moral et social, et ce dans le but de renforcer les structures d'aide sociale. Par ailleurs, la déclaration de la zakat remonte à une pratique philanthropique historiquement religieuse, préconisant des actions caritatives pour veiller au mieux à l'amélioration du bien-être social au sens large. La contextualisation de la zakat revêt, d'un point de vue légal, une forme d'imposition religieuse perceptible pour restructurer l'écosystème de la société sous ses différents aspects. On assiste donc à une approche de recentrage des démarches discursives pour modérer, d'une manière progressive, le développement à l'ère d'un modèle islamique moral.

A cet effet, la zakat se veut être un cadrage potentiel facilitant ainsi l'exécution et l'accomplissement des finalités spirituelles dans un relatif de purification susceptible de renforcer les perceptions de solidarité et d'équilibre social entre l'ensemble des vecteurs conçus au niveau micro, méso et macro-économique. La particularité de l'action zakataire se manifeste à l'horizon de son efficience sociale afin d'engager des axes de collaboration et des perspectives objectives en matière de l'analyse de la contribution islamique de la politique fiscale dans le maintien de l'ordre économique aussi bien que social. Dans ce sillage, la recherche d'une voie islamique s'avère nécessaire afin de limiter les effets des inégalités sociales dévalorisant l'être humain et social. L'économie islamique est fondée initialement sur une optique intégrée de la politique sociale à l'égard des différentes organisations de la société, et ce dans le but d'apporter un nouvel éclairage permettant de reconsidérer l'ordre économique et social dans son ensemble. La dynamique socio-économique de la zakat est représentée, tout au long de l'histoire de l'Islam, comme un instrument vital pour éradiquer les problèmes socio-économiques au service de la communauté musulmane, au moyen de la mise en application d'une allocation équitable des revenus à redistribuer.

Sous cet angle, la zakat est caractérisée par un véritable système fiscal sur les plans positifs et normatifs en raison de son efficacité en matière du renforcement du rapport matériel entre la société et l'individu d'une part, et d'autre part renforcer le rapport spirituel dans l'intention d'accomplir les deux dimensions de la zakat sur l'horizon horizontal aussi bien que vertical. Dans cet état des lieux, le système fiscal zakataire de collecte et de distribution des ressources est affecté par une finalité sociale, capable d'ajuster d'une manière systémique l'ordre socio-

économique global. La zakat se représente donc comme une franchise fiscale utilisée pour consolider l'originalité de la coloration islamique susceptible de rechercher des voies alternatives pour améliorer le capital humain et social. Dans cette veine, la lutte contre la pauvreté a pour vocation de créer un mouvement sur la sphère économique et sociale pour favoriser la simulation des agrégats de la demande globale dont initialement la consommation, l'épargne, et l'investissement ; ce qui garantit la viabilité économique et sociale sur le moyen et le long terme. La zakat contribue donc efficacement au déploiement de nouvelles opportunités d'investissement pour réduire significativement les différences d'inégalités socio-économiques relevées au niveau interne aussi bien qu'externe.

2. La zakat et la limitation de la pauvreté :

Le mouvement d'intégration de la microfinance islamique décrit une considération processuelle importante pour réduire significativement les effets des inégalités socio-économiques au sein des pays musulmans, et ce dans le but de redynamiser les voies envers un développement économique global sur le moyen et le long terme (Ali 2014). La zakat, de par son fondement cultuel, est le reflet d'un outil performant pour renforcer les mécanismes de stabilité économique au moyen d'une distribution correcte et équitable des fonds aux profit des personnes démunies (les pauvres). En se référant aux principes islamiques, la viabilité de la microfinance est tributaire de la couverture des aspects à la fois économiques et sociaux susceptibles de fournir des instruments puissants limitant effectivement l'écart entre les personnes pauvres et riches. Le recours à une implication potentielle de la zakat a pour but d'analyser, avec rigueur, son impact économique sur le bien être moral et social à l'égard de la mise en œuvre des programmes d'amélioration performants en matière de distribution juste des ressources zakataires.

En effet, l'essor de la zakat fut initialement géré depuis l'époque du Prophète et ses Compagnons afin de canaliser les pratiques de protection sociale au sein de la communauté musulmane. Le processus de gestion de la zakat a été effectué d'une manière individuelle pour être orienter par la suite pour les comptes des mosquées afin de veiller à la formalisation du canal de collecte et de distribution de la zakat de la communauté locale. Ce mode de gestion a été finalisé par une organisation structurelle auprès de Bait al Mal afin d'encadrer efficacement les fonds de la zakat et donc assurer une justice socio-économique durable au niveau local, régional aussi bien que national. De ce fait, l'initiative de gestion de la zakat se base essentiellement sur la structuration de l'approche processuelle de collecte et de distribution de ce devoir religieux, et ce dans l'intention de canaliser directement les fonds, émanant de cette charité islamique, vers les bénéficiaires éligibles (Jaalani 2015). Les institutions de la

zakat jouent donc un rôle fondamental dans la coordination et la planification des pratiques de gestion efficace et efficiente de la zakat afin d'augmenter, d'une manière significative, les avantages encourus en matière d'amélioration du bien-être public tout en limitant effectivement les effets de la pauvreté. L'organisation socio-religieuse est tenue, en général, de remplir le rôle opérationnel de la zakat dans le maintien de l'équilibre à la fois économique et social au sein des groupes communautaires pris au niveau interne aussi bien qu'externe.

L'expérience historique a prouvé que la dimension de gestion de la zakat émane de l'autorité du gouvernement islamique en tant qu'un gestionnaire formel du processus de collecte et de distribution des ressources zakataires. La nomination du rôle d'un cadre institutionnel de gestion de la zakat s'avère nécessaire afin d'ordonner systématiquement la réalisation du bien-être public à travers une diminution significative de la pauvreté. A cet effet, les institutions zakataires sont tenues à remplir respectivement des fonctionnalités en termes de l'exercice des lignes de gestion notamment à travers l'attestation de la confiance, la transparence, l'évaluation et le suivi des programmes de la zakat afin de veiller au respect de la tenue des comptes d'une manière efficace et efficiente capable d'avancer un système de gestion de plus en plus solide (Nadzri et al 2012). Cependant, l'analyse des capacités organisationnelles a pour but de renforcer l'effectif d'assistance sociale au sein de la communauté musulmane. La redistribution équitable des actifs constitue un pilier essentiel envers le renforcement des potentialités effectives pour soutenir les personnes dites vulnérables dans la satisfaction de leur besoin de base, et donc contribuer efficacement à l'amélioration de leur niveau de vie.

Dans ce cadre d'analyse, l'Indonésie, en tant qu'un pays à majorité musulmane mondiale, a réussi à inclure formellement la zakat dans le processus de la réforme de l'administration fiscale dans les différentes régions du pays, et ce dans le but d'aviser sur la relativité de la promotion des aspects sociaux, économiques et culturels au niveau local, régional ainsi que national (Wahab et 2016). L'encadrement de l'intensité des programmes de la zakat a pour but d'améliorer les préjudices économiques et sociaux pour superviser l'organisation des compétences de la zakat dans l'augmentation de la prospérité du bien-être des personnes défavorisées. Ce devoir religieux est perçu à l'égard de son potentiel en tant qu'un moyen efficace susceptible d'autonomiser l'économie populaire, et contribuer à la limitation effective de la pauvreté grâce au recours à une sécurité juridique puissante sur le plan économique et social (Mujiatun 2018). D'ailleurs, les mécanismes de gestion de la zakat sont axés sur la combinaison des principes de responsabilité et de justice sociales afin de maximiser le rôle de cette aumône

islamique dans l'autonomisation économique de la communauté musulmane dans son ensemble.

De ce fait, la mise en application des programmes de gestion efficace de la zakat s'est avérée un bon instrument pour autonomiser l'impact réel de celle-ci sur la réduction de la pauvreté d'une part, et d'autre part améliorer considérablement le bien être des pauvres au sein de la société indonésienne. Le déploiement des efforts pour développer les fonctionnalités de la zakat est utile pour veiller à la conduite des programmes puissants visant d'augmenter le bien être moral, financier et social, et par conséquent limiter les effets de la pauvreté et devenir payeurs potentiels de la zakat grâce à une manipulation juste et correcte des ressources provenant du paiement de la zakat (Adachi 2018). L'exécution de la séquence des programmes relatifs à la gestion de la zakat contribue significativement à la diminution du taux de la pauvreté, et par conséquent montrer une amélioration continue en termes du niveau de vie. Le tableau suivant permet d'illustrer l'effet significatif de l'intégration des programmes de la zakat dans la limitation de la pauvreté au sein des différentes provinces de l'Indonésie.

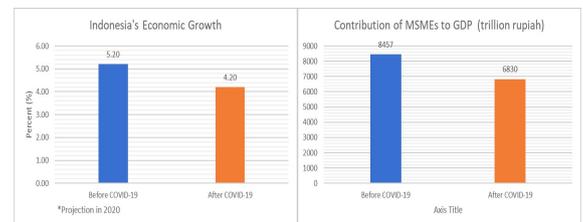
No	Name of Province	Before Program	After Program	Δ	Poverty index
1	Aceh	0.250	0.110	-0.137	↓
2	Bali	0.400	0.280	-0.115	↓
3	Bangka Belitung	0.550	0.530	-0.022	↓
4	Banten	0.410	0.200	-0.211	↓
5	Bengkulu	0.220	0.040	-0.173	↓
6	DIY	0.370	0.280	-0.092	↓
7	Gorontalo	0.670	0.430	-0.235	↓
8	Jambi	0.180	0.050	-0.129	↓
9	Jawa Barat	0.200	0.160	-0.039	↓
10	Jawa Tengah	0.180	0.050	-0.129	↓
11	Jawa Timur	0.240	0.240	-0.001	↓
12	Kalimantan Barat	0.190	0.140	-0.050	↓
13	Kalimantan Selatan	0.070	0.040	-0.037	↓
14	Kalimantan Tengah	0.120	0.070	-0.056	↓
15	Kalimantan Timur	0.150	0.060	-0.090	↓
16	Kalimantan Utara	0.060	0.030	-0.026	↓
17	Kepulauan Riau	0.120	0.060	-0.062	↓
18	NTB	0.250	0.260	+0.013	↑
19	NTT	0.270	0.130	-0.148	↓
20	Papua Barat	0.090	0.010	-0.073	↓
21	Riau	0.120	0.030	-0.087	↓
22	Sulawesi Tengah	0.210	0.170	-0.034	↓
23	Sulawesi Tenggara	0.400	0.280	-0.115	↓
24	Sumatera Barat	0.210	0.070	-0.146	↓
25	Sumatera Selatan	0.210	0.020	-0.197	↓
26	Sumatera Utara	0.200	0.080	-0.115	↓
	National	0.240	0.190	-0.054	↓

Source : BAZNAS Strategic Study Center of the Republic of Indonesia (November 21, 2018)

V. EFFET DE LA CRISE DE COVID-19 SUR LA PROMOTION DE LA ZAKAT :

La crise sanitaire du Covid-19 a entraîné une récession économique et financière majeure, ce qui a affecté négativement l'ère de développement économique et social au niveau national aussi bien que mondial. De ce fait, des politiques de différents ordres ont été émergées afin de redresser à nouveau les potentialités de croissance économique et sociale dans son ensemble, et donc porter un appui des effets multiplicateurs des horizons de développement afin de limiter la prolongation des implications de la menace d'une crise à l'échelle internationale. Dans ce sens, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) avait analysé les répercussions néfastes de cette pandémie sur la sphère de développement économique et sociale (OCDE 2020). L'analyse de la performance économique au niveau mondial est tributaire de l'amélioration des mécanismes de croissance des petites et moyennes entreprises (PME) constituant ainsi l'épine dorsale de l'économie nationale prises à part entière. La recherche d'instruments viables pour soutenir le cycle de financement de ces entités, s'avère utile afin de supporter les dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires pour consolider les leviers de puissance économique, et par conséquent contribuer positivement à la promotion des objectifs économiques et sociaux sur le moyen et le long terme (Haidar et Khan 2020).

Dans cette perspective, l'optimisation du potentiel de la technologie islamique reflète bel et bien une alternative complémentaire efficace pour répondre à la problématique du soutien financier des petites et moyen entreprises. La zakat se manifeste dans cette dimension comme un moyen solide pour renforcer les modalités de développement à la fois économique et social. La mise en application des sources financières islamiques a pour principale vocation de modéliser une acceptation de la zakat en tant qu'une pratique fondamentale en matière du maintien de l'ordre économique et social, en raison de la réussite de son application à travers l'histoire de l'Islam. En outre, le privilège de la modélisation de cette nouvelle formalité incite sur la formulation d'une approche d'analyse puissante à l'égard de l'amélioration continue du bien-être économique et social au sein de la communauté musulmane.



Source: Puskas Baznas (2020)

A l'instar de cet axe, la zakat aide d'une manière systématique à l'autonomisation financière et sociale des différentes parties prenantes de la société. L'Indonésie à titre d'illustration, et en tant que population musulmane la plus large, bénéficie du potentiel islamique et financier effectif de la zakat en termes de la promotion et de la prospérité économique et sociale sur le moyen et le long terme. Le rôle de la zakat est devenu donc ultime pour renforcer les recettes de l'Etat pour subvenir aux besoins croissants des populations touchées par la crise sanitaire de Covid-19, et ce par le biais d'une redistribution équitable des fonds émanant de la zakat. Le graphique ci-dessus décrit, d'une manière significative, le potentiel de la zakat dans le financement des actions à caractère social, ce qui explique l'augmentation des revenus provenant de la collecte de la zakat pendant l'ère de cette pandémie mondiale.

VI. CONTEXTE MACROECONOMIQUE DE LA ZAKAT AU MAROC :

1. Aperçu du contexte macroéconomique de la zakat au Maroc :

Dans le cadre d'un examen multidimensionnel, le Maroc s'est engagé depuis les années 1990 dans un processus de développement à la fois économique et social, au moyen de la mise en place de politiques publiques appropriées visant la limitation des effets de la pauvreté et par conséquent accroître le développement humain. Or, les dynamiques de développement instaurées demeurent insuffisantes face aux ambitions de convergence à long terme à des niveaux de pays émergents voire même avancés. En effet, le poids bâti sur un nouveau modèle de développement propre constitue une caractéristique majeure pour orienter à terme l'investissement, la stabilité économique et sociale, grâce à une articulation des politiques sociales en faveur des groupes vulnérables ; et ce dans le but de faire preuve de la compétitivité de l'action publique. Plusieurs stratégies ont été revisitées pour soutenir le pouvoir d'achat de la demande intérieure dans un contexte de sauvegarde de l'équilibre budgétaire d'une part, et d'autres part remplir les fonctionnalités de performance macro et micro économiques au niveau interne et externe.

Dans cet état des lieux, la mise en application des approches d'examen multidimensionnel a pour principale vocation de renforcer l'appui du processus de développement socio-économique durable et inclusif tout en veillant à l'accroissement du bien-être économique et social dans son ensemble. L'identification des levées politiques à mettre en place facilite la consolidation des capacités économiques, sociales et institutionnelles. La particularité de cette pratique se fonde explicitement sur l'analyse de la complémentarité et l'arbitrage entre les politiques publiques et l'Etat en général, et avec l'individu en particulier. Dans ce sens, l'évaluation des performances est tributaire de la formulation des plans cohérents

permettant d'accélérer les perspectives de développement sur le moyen et le long terme. Cette perception vise essentiellement d'appréhender l'économie politique tout en spécifiant les outils prioritaires pour maximiser la cohérence de politiques sectorielles déclinées pour répondre d'une manière efficace et efficiente aux contraintes de développement soulignées sur la sphère économique et sociale.

En dépit de la crise sanitaire de Covid-19, le rythme de croissance économique est freiné par la sévérité du contexte international actuel, et ce à cause d'une menace observée en terme de stabilité économique, financière et sociale. Le cadre dynamique de transformation structurelle est confronté à de nombreux défis de l'économie marocaine. L'amélioration du bilan des performances de développement au niveau individuel constitue l'un des problèmes majeurs auxquels les stratégies publiques tendent à mesurer dans l'intention de déterminer la qualité des liens sociaux en fonction du degré de vulnérabilité des individus. De ce fait, la consolidation à terme de politiques gouvernementales puissantes est tenue à concrétiser les voies de développement du pays, tout en passant en revue par une amélioration continue de la qualité du réseau social, afin d'incliner des initiatives performantes en matière d'augmentation potentielle du bien-être moral et social. La présente dimension incite, d'une manière systématique, sur l'engagement dans un cadre de réformes diverses visant à limiter les effets des inégalités socio-économiques, et ce au moyen de la création d'un domaine institutionnel intégral indépendant et performant pour dénoncer à l'insuffisance de l'efficacité des instances nationales mises en place.

Cependant, le Maroc, en tant qu'un pays musulman opte pour une gestion informelle et volontaire de la zakat, en raison de l'absence d'une structure organisationnelle et institutionnelle spécialisée dans le management des vecteurs de l'économie islamique sociale. La zakat est un acte culturel ayant pour principale mission de concourir à l'établissement d'une justice et équité sociale admise au sein de la communauté musulmane, et donc participer significativement à une augmentation significative des effets de la pauvreté pour être en mesure de répondre aux objectifs de bien-être collectif tout en misant sur le renforcement des valeurs communes. La pratique de la zakat au Maroc jouit d'un caractère volontaire en comparaison avec d'autres sociétés musulmanes, telles que les pays de l'Asie de l'Est (la Malaisie et l'Indonésie), les pays du Golf (l'Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Koweït...) ou même les pays de la région de la MENA (l'Algérie et la Tunisie), où la zakat est le reflet d'un instrument vital pour assurer l'équilibre socio-économique de la société au sens global. L'efficacité institutionnelle est à ce niveau une épine dorsale pour prévenir le renforcement de stratégies de compétitivité, à travers l'amélioration du positionnement d'outils informels et leurs intégrations

effectives dans le cycle de la promotion des aléas de croissance sur le plan économique et social.

Par ailleurs, la crise sanitaire de Covid-19 a impliqué une récession économique globale sans précédent, marquée par l'accumulation du déficit budgétaire et l'endettement, ce qui a engendré un mouvement de s'envoler à des niveaux historiques purement différents. A l'instar de ce constat, le Maroc a besoin de recourir à des fonds complémentaires pour minimiser les effets de la pandémie, et par conséquent veiller à une relance et un redémarrage potentiel de l'économie sous ses différents aspects. Le recours à la mobilisation de ressources financières à vocation islamique s'avère significative, en raison de ses considérations positives en matière de la préservation de l'ordre économique et social. Dans cette veine, l'argent effectif de la zakat est appelé à la rescousse afin de conduire un scénario optimiste soutenant les axes de développement à la fois économique et social. La zakat est basée essentiellement sur le principe de redistribution équitable de la richesse.

En effet, l'objectif ultime de cette pratique islamique consiste à opérationnaliser l'environnement socio-culturel dans le cycle de conceptualisation de politiques d'ordre gouvernemental visant l'éradication des problèmes d'inégalités socio-économiques, et ce à travers des manipulations caritatives capables d'encadrer les affectations et les allocations de ressources au sein d'une communauté. La zakat remplit une dimension culturelle dans le sens où elle est systématiquement liée aux fondements de l'économie islamique. Sa mobilisation tend à prétendre la dynamique de justice sociale entre les différents membres de la société. Son application correcte permet de promouvoir la création de mécanismes efficaces pour consolider les agrégats de la croissance socio-économique. De plus, il est important de noter que l'accomplissement de ce devoir religieux est dérivé de l'aspect d'une prospérité socio-économique, et ce dans le but d'aviser un soutien significatif du pouvoir d'achat des personnes défavorisées de la société, et donc contribuer d'une manière puissante, à l'amélioration de l'étendue d'une vision déterminée de cet impôt de solidarité. Ceci permet donc de porter un jugement solide de la place cruciale de l'assiette de la zakat dans la généralisation des bases d'un développement durable et inclusif sur le moyen et le long terme.

2. Défi institutionnel de la zakat au Maroc :

L'examen de ce volet est le résultat d'un ensemble de paramètres pris théoriquement et empiriquement pour tester l'efficacité de la mise en place d'une gestion institutionnelle de la zakat. En se basant sur les interprétations jurisprudentielles de la loi islamique, le processus de collecte et de distribution des fonds zakataires est à l'origine de la discrétion d'une répartition équitable de la richesse, et ce dans le but de renforcer le lien social entre les entités excédentaires et celles

déficitaires (les pauvres et les nécessiteux). Or, l'ambiguïté de décaissement de la zakat s'écarte effectivement de sa vision socio-économique, dans le sens où elle affecte négativement le cadre de couverture des particularités de gouvernance économique et sociale. Cet effet limitatif émane essentiellement de la contribution volontaire et informelle de la zakat dans la concrétisation de la transition communautaire quant aux politiques publiques de justice sociale. De plus, le manque d'engagement permet, pour sa part, d'éprouver une faible connexion de la zakat par rapport à l'opérationnalisation des activités ayant pour but d'aboutir à une croissance optimale sur le plan économique et social.

A ce niveau, il s'avère utile d'opter pour une pratique contemporaine de gestion de la zakat afin d'être en mesure de relever les fondements de base d'une économie islamique sociale. Le Maroc, en tant que pays musulman, est axé sur un système à la fois volontaire et informel de la zakat, ce qui fait de celle-ci un outil horizontal facilitant la réponse aux obligations divines dans une perception universelle. Cependant, la réorientation du système de la zakat doit se convertir vers une flexibilité assez suffisante pour répondre efficacement aux besoins sociaux dans différentes communautés. Le succès des institutions de la zakat est tributaire d'une définition claire des perspectives d'amélioration continue des approches gouvernementales. A cet égard, le caractère volontaire de la collecte de la zakat doit être modéré afin de contribuer significativement à la modernisation du modèle traditionnel de l'administration de la zakat, et ce au moyen de la mobilisation d'une coordination rationnelle entre l'Etat et les différentes parties prenantes de la société, grâce à une gestion efficace des mécanismes de transparence et de confiance institutionnelles et managériales.

L'évaluation des motivations joue un rôle fondamental dans la détermination des leviers de performance du domaine social, en réponse aux changements survenus au sein de l'environnement interne et externe de la communauté musulmane. La mesure de l'identification des créneaux générateurs de valeur ajoutée, s'inscrit bel et bien dans un contexte de compétitivité à l'échelle mondiale. Cependant, la pertinence et l'efficacité institutionnelles dépendent parfaitement de la viabilité des initiatives de planification stratégique dans le sens où l'amélioration du modèle d'évaluation institutionnelle affectera positivement les fonctionnalités d'efficacité préconisant une prospective intégrée, axée systématiquement sur la structure sous-jacente des capacités organisationnelles. A l'heure actuelle, la zakat évoque une représentation linéaire d'un modèle socialement responsable pour fonder un système économique islamique solide, accentué sur la promotion des lignes directrices d'équité sociale, économique voire même institutionnelle. Le système zakataire décrit donc un instrument vital garantissant à la foi l'accomplissement des obligations divines, et l'atteinte d'une finalité socio-

économique en adéquation avec les percepts de la religion de l'Islam. Un bon système de zakat promeut une démarche de soutien au développement économique et spirituel de la communauté musulmane.

A cet effet, la gestion de la zakat revêt une responsabilité à part entière pour administrer efficacement le processus de collecte et de distribution de la zakat. Dans la région de la MENA et en concertation avec les perspectives de développement des pays musulmans, le Maroc, en tant que pays islamique en voie de développement ou émergent, n'est pas doté d'un cadre institutionnel de la zakat, ce qui fait de cette pratique un acte à caractère volontaire et une obligation morale pour les musulmans soucieux de l'accomplissement de ce devoir religieux. Dans ce cadre d'analyse, plusieurs pays islamiques ont veillé à l'exercice d'une gestion institutionnelle de la zakat afin d'explorer d'avantage les différentes approches systématiques à mettre en place dans le but d'identifier les différences significatives et celles d'harmonisation et d'unification du système de la zakat, menées en Arabie Saoudite, au Koweït, au Bahreïn, en Emirats Arabes unies aussi bien que dans les pays asiatiques à savoir l'Indonésie, la Malaisie et le Pakistan. Néanmoins, l'incohérence et le manque de transparence constituent l'un des principaux problèmes de gouvernance institutionnelle auxquels la majorité des pays islamiques est confrontée.

Il s'avère donc primordial de miser sur la construction d'une dynamique islamique puissante afin de promouvoir les bases d'un système zakataire efficace et efficient sur les différents aspects. La fonctionnalité institutionnelle de la zakat couvre un ensemble homogène de variables explicatives en termes de coordination, d'efficacité, de transparence et de mise en œuvre. Dans les discours économiques modernes, la zakat reflète bel et bien une pratique religieuse et une dimension socio-économique à part entière, capable de parvenir à la prospérité économique et sociale (Bin-Nashwan 2020). Un tel scénario est le produit d'une réflexion concentrée sur l'augmentation de la résistance et le respect de la zakat afin de parvenir à une communauté islamique riche en bien-être socio-économique et spirituel. En tant qu'acte culturel, la zakat est conçue pour définir une alternative éthique susceptible d'augmenter la performance du système économique islamique dans les pays à majorité musulmane comme le Yémen (Bin-Nashwan et al 2020), la Malaisie (Abashah et al 2018), l'Arabie Saoudite (Alosaimi et al 2017), l'Indonésie (Heikal et al 2014), Nigéria (Ammani et al 2014), aussi bien que les pays à minorité musulmane comme les Philippines (Andam et Osman 2019).

Or, l'ancrage du cadre institutionnel de la zakat est axé sur l'appréhension orientée de l'actualité des performances mises en amont au niveau interne aussi bien qu'externe. La spécificité du paiement de la zakat a pour

principale vocation de consolider les bases de réalisation d'une justice socio-économique optimale. Les institutions de la zakat ont tendance à assurer une gestion efficace et productive des fonds de la zakat, et ce dans l'intention de les réintégrer à nouveau dans le processus d'allocation et d'affectation équitable des ressources, afin de réussir le dressage de politiques significatives en matière de la mesure de l'impact effectif de la zakat sur l'ordre économique et social. D'ailleurs, la gestion de la zakat en tant qu'un cadre institutionnel du système économique et financier islamique revêt un symbole de justice socio-économique islamique garantissant les bases d'une répartition égale et fiable de la richesse. L'efficacité institutionnelle de la zakat se manifeste en sa capacité à contribuer efficacement à l'amélioration, à terme, du niveau de développement à la fois économique et social. Ce nouveau domaine institutionnel et organisationnel apporte un nouvel élan de solidarité sociale, et ce dans le but de réglementer, avec rigueur, les mesures appropriées à la gestion et au contrôle de l'applicabilité des normes religieuses au sein des sociétés modernes.

De plus, les perspectives d'amélioration continue de développement optimal sont étroitement liées à une évaluation superficielle de l'exploration systémique des questions d'efficacité et d'efficience pour gagner la confiance des différentes parties prenantes de la communauté dans son ensemble. Le déploiement des pratiques institutionnelles s'avère nécessaire afin d'étendre les opportunités de développement requises au niveau interne et externe. A cet effet, la rationalisation des capacités organisationnelles permet de mettre l'accent sur un processus de formalisation des réformes généralisées pour assurer une stabilité macro et micro économique marquée par la conceptualisation des scénarios de croissance durable et inclusive. La dynamique institutionnelle, dans le monde islamique, est caractérisée par la rigidité du système religieux. L'hypothèse sous-jacente de la performance est tributaire de l'émergence incitative et propice au changement de l'orientation individuelle en particulier, et des anticipations collectives en général.

En effet, la conciliation de la théorie économique avec les pratiques de la religion islamique tente à analyser le statut ambivalent de la mise en place d'approches institutionnelles susceptibles de justifier l'interprétation des fondements de la politique publique dans un univers islamique indépendant des réalités empiriques. La configuration des rapports communautaires renvoie à un mode de coordination horizontale et verticale dans la réorganisation des mouvements entretenus dans un cadre de réajustement de l'ordre économique aussi bien que social. Dans cet état des lieux, l'exploration des avantages de développement islamique incite sur le dressage d'un panorama de leviers de performance mis en évidence pour veiller au partage de la prospérité économique et social. En raison de la forte connexion des principes de l'économie

islamique avec le domaine économique réel, l'intégration des normes formelles du système financier islamique a pour principale vocation d'encadrer les piliers fondamentaux d'homologation réglementaire des produits issus des transactions des institutions islamiques et financières. Pour autant, les recommandations d'institutionnalisation de la zakat s'inscrivent bel et bien dans une approche de développement, en priorité, des agrégats du marché financier islamique en mesure de favoriser les principes de transparence et d'efficacité dans la formulation des instruments de la finance sociale islamique, enracinés dans un contexte caritatif de promotion des bases solides d'une gouvernance financière solidaire, et un filet de sécurité réglementaire indispensable pour renforcer le capital humain et social au sein des populations musulmanes.

VII. CONCLUSION

En guise de conclusion, en l'absence d'une institution de gestion de la zakat, le Maroc est appelé à consolider ses efforts pour atteindre la solidarité sociale et donc contribuer efficacement au système de protection sociale en diminuant la pauvreté, et en créant plus d'emplois afin de favoriser le bien-être économique et social. Or, le caractère partiellement informel de l'économie marocaine entrave l'avantage des ressources potentielles de la zakat, ce qui comble des défis du système de protection sociale existant. La coordination entre l'institution de la zakat et les programmes de protection sociale constitue une solution optimale pour veiller à une intégration légale et institutionnalisée de la zakat dans le cadre de la réforme du modèle de la protection sociale mis en place. Par ailleurs, en matière de succession des réformes de modernisation et de simplification du système fiscal classique, le recours à la zakat constituerait un pas significatif vers l'avancement de l'efficacité et la clarté du potentiel fiscal du pays ; et par conséquent de sa politique budgétaire en réponse aux difficultés relatives au manque de cohérence et de visibilité.

L'édification d'un nouveau modèle de développement s'inscrit bel et bien dans un appel effectif au changement de la politique et la conception fiscale afin de contribuer efficacement à l'amélioration de la performance des politiques publiques encourues. A cet effet, la mobilisation d'une gestion légale et institutionnalisée de la zakat a pour but de consolider les ressources du budget de l'état en termes de traitement du processus de dépenses aussi bien que le cycle de leurs affectations. Dans ce cadre d'analyse, l'orientation du système islamique financier et social vers un rôle stratégique reflète un appui et un élargissement solide des bases de réduction des inégalités et de promotion des principes d'un développement communautaire de cohésion

sociale, et ce tout en mettant en évidence une convergence favorable envers le maintien de l'équilibre socio-économique au niveau local aussi bien que national.

Dans le système économique islamique, la zakat constitue un outil efficace pour établir une justice sociale au sein de la communauté musulmane. En étant le troisième pilier de l'Islam, cet instrument de la finance islamique occupe une place cruciale dans le maintien de l'équilibre socioéconomique. Il traduit un acte d'adoration envers Dieu en remplissant une dimension spirituelle relative à la purification de l'âme et de la richesse. La zakat renvoie systématiquement à une obligation religieuse ayant pour vocation de limiter les effets des inégalités socioéconomiques, et ce à travers la formalisation du cadre de collecte et de distribution des fonds zakataires. La concrétisation de cette évidence organisationnelle est tributaire de la mise en place d'une institution de la zakat au Maroc mandatant une structure de confiance pour assurer une gestion efficace et efficiente du processus de la zakat.

Par ailleurs, la répartition équitable de la richesse occupe une place centrale en Islam. Il s'agit d'une perception ayant un impact direct sur la justice et l'équité socio-économique, tout en portant une modification de la composition des agrégats à la fois micro et macroéconomiques dans le sens où on assiste le plus souvent, après avoir bénéficié de la zakat, à une augmentation de la production et donc une amélioration nette du niveau de consommation aussi bien que celui d'emploi suivie d'une diminution de la pression du chômage. La prise en considération de la valeur ajoutée potentielle de la zakat constitue un vecteur puissant d'une croissance socio-économique soutenable, s'inscrivant dans une optique stratégique gagnant-gagnant, et ce dans le but d'augmenter les rendements et d'encourager les personnes à satisfaire leurs besoins fondamentaux sous le respect des paramètres d'efficacité d'une approche islamique.

A cet égard, il s'avère judicieux de miser sur l'adoption d'un nouveau cadre institutionnel consacré à la gestion des potentialités religieuses en matière de préservation d'un ordre socio-économique intégré. La dynamique d'orientation de la zakat s'opère dans un contexte fondamental de gestion des affaires publiques, en raison de la place cruciale de cet instrument vital de la finance islamique. L'institutionnalisation de la zakat incite sur l'aménagement du territoire marocain dans son ensemble, et ce dans le but de répondre d'une manière rigoureuse aux défis économiques et sociaux; et donc explorer efficacement les outils performants en termes de prévisibilités des mutations structurelles et conjoncturelles des rubriques émanant de la gestion des recettes et des dépenses publiques.

REMERCIEMENT

On tient à remercier en tant qu'Auteur le soutien financier du CNRST MAROC (Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Migdad, A. Managing Zakat through Institutions: Case of Malaysia. *Uluslararası İslam Ekonomisi ve Finansı Araştırmaları Dergisi*, 5(3), 28-44.
- [2] Wahyuni, I. S. (2017). Determinants of The Adoption of Good Governance: Evidences From Zakat Institutions In Padang, Indonesia. *Share: Jurnal Ekonomi dan Keuangan Islam*, 6(2).
- [3] - Atah, U. I., Nasr, W. M. A., & Mohammed, M. O. The Role of Zakat as an Islamic Social Finance towards Achieving Sustainable Development Goals: A Case Study of Northern Nigeria.
- [4] - Ab Rahman, A. (2012). The Role of Zakat In Islamic Banking Institutions In Developing The Economyof The Poorand Needy In Malaysia. *Tazkia Islamic Finance and Business Review*, 7(2).
- [5] - Nadzri, F. A. A., AbdRahman, R., & Omar, N. (2012). Zakat and poverty alleviation: Roles of zakat institutions in Malaysia. *International Journal of Arts and Commerce*, 1(7), 61-72.
- [6] ROUIJEL, R., & EL MARZOUKI, A. (2019). The perception of Moroccan about a potential Zakat institution: An exploratory study. *The International Revue of Entrepreneurial Finance*, 2(1).
- [7] Hambari, H., Arif, A. A., & Zaim, M. A. (2020, October). The Role of Zakat Institution in Facing Covid-19. In *International Conference of Zakat* (pp. 119-126).
- [8] Gerard, F., Imbert, C., & Orkin, K. (2020). Social protection response to the COVID-19 crisis: options for developing countries. *Oxford Review of Economic Policy*, 36(Supplement_1), S281-S296
- [9] Ab Rahman, A. (2012). The Role of Zakat In Islamic Banking Institutions In Developing The Economyof The Poorand Needy In Malaysia. *Tazkia Islamic Finance and Business Review*, 7(2).
- [10] Abd Samad, K., Said, R., Kamarulzaman, M. H., Mahshar, M., & Normaya, I. (2015). Exploring the Zakat Payment and Firm's Performance of Islamic Banks in Malaysia. In *The 6th International Conference on Governance, Fraud, Ethics and Social Responsibility*.
- [11] Ridwan, M., Asnawi, N., & Sutikno, S. (2019). Zakat collection and distribution system and its impact on the economy of Indonesia. *Uncertain Supply Chain Management*, 7(4), 589-598.
- [12] Ghani, E. K., Aziz, A. A., Tajularifin, S. M., & Samargandi, N. (2018). Effect of board management and governmental model on zakat payers' trust on zakat institutions. *Global Journal Al-Thaqafah*, 1, 73-86.